

# Quelle UNESCO pour l'avenir



Forum de réflexion

Le Forum de réflexion «Quelle UNESCO pour l'avenir?», lancé par le Secteur des sciences sociales et humaines le 18 novembre 2004 à l'occasion de la troisième Journée de la philosophie, a été conçu comme un cycle de débats dont l'objectif principal était de susciter une réflexion audacieuse et sans tabou au sein des Délégations permanentes, des Commissions nationales et du Secrétariat sur les orientations futures de l'Organisation. Nous publions ici les différentes interventions effectuées dans le cadre de ces débats.

Nous remercions chaleureusement les auteurs pour leurs généreuses contributions, sans lesquelles cet ouvrage n'aurait pas vu le jour.

Illustration de la couverture :

René Zapata / Fragment d'un projet de fresque  
«Hommage à Cristobal Carrera» à Tarpellanca, Chili (2005)

# Quelle UNESCO pour l'avenir?

Préface de Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO



Les idées et les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UNESCO. Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

Publié en 2006 par :

l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
Secrétariat des sciences sociales et humaines  
7, place de Fontenoy, 75335 Paris 07 SP

Sous la direction de Pierre Sané, Sous-Directeur général pour les sciences sociales et humaines  
Moufida Goucha, Chef de la Section de la philosophie et des sciences humaines,  
René Zapata, Chef du Bureau exécutif p.i.,  
Marina Faetanini, Spécialiste du programme.

@ UNESCO 2006

Tous droits réservés

Imprimé en France sur papier recyclé

## Sommaire

Préface de Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO	5
Introduction de Pierre Sané, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines	7
Souleymane Bachir Diagne	17
Edgar Morin	27
Hisashi Owada	35
Fatma Haddad-Chamakh	43
Randolph Kent	53
Jacques Attali	69
Ghassan Salamé	83
Boutros Boutros-Ghali	99
Robert Badinter	107
Ping Huang	117
Albert Jacquard	127
Achille Mbembé	135
Miguel Rojas-Mix	147
Carolina Rossetti Gallardo	157
Yersu Kim	165
Tu Weiming	175

---

Réédition

*L'UNESCO en projet, 1942 - 1946 : Un témoignage personnel*  
de Frank Richard Cowell

## Ghassan Salamé (Liban)

Ancien ministre de la Culture du Liban, ancien Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Ghassan Salamé a enseigné les sciences politiques à Beyrouth, à l'université Saint-Joseph et à l'Université américaine. Il a été *Rockefeller Fellow* en relations internationales (1981), professeur invité à la *Brookings Institution* de Washington DC (1983), membre du *Social Science Research Council* de New York (1985-1990) et codirecteur de son programme *State, Nation and Integration in the Arab World* (1986-1991). Il est aujourd'hui directeur de recherche au CNRS/CERI-Sciences Po et professeur en relations internationales à l'Institut des études politiques de Paris. G. Salamé intervient fréquemment dans les médias français sur la politique internationale. Il est également l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment : *Quand l'Amérique refait le monde*, Paris, Fayard, 2005 ; *Appels d'Empire. Ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation*, Paris, Fayard, 1996 ; *Démocraties sans démocrates. Politiques d'ouverture dans le monde islamique*, (dir. publ.), Paris, Fayard, 1994 (traduit en anglais, arabe et en espagnol) ; *L'ONU et la guerre : la diplomatie en kaki* (coauteur), Paris, Complexe, 1994 ; *The Foundations of the Arab State*, Londres, Croom Helm, 1990 ; *The Politics of Arab Integration*, Londres, Croom Helm, 1990. Il a un doctorat en lettres, un doctorat en sciences politiques et un diplôme de droit.

*Le pouvoir ne peut plus faire tout ce qui lui plaît à l'intérieur de ses frontières.  
D'ailleurs la Charte des Nations Unies dès son préambule parlait de  
peuples et non pas d'États, ce qu'on a eu tendance à oublier  
pendant les cinq ou six décennies passées.*

**Ghassan Salamé**

Je souhaiterais apporter quelques compléments à cette réflexion sur «Quelle UNESCO pour l'avenir?», sur des terrains qui n'ont peut-être pas été couverts jusqu'ici. Il s'agit de «susciter une réflexion ouverte» 60 ans après la fondation de l'UNESCO et cet appel est compréhensible. Il est compréhensible parce que le monde a changé pendant ces soixante ans ; il est compréhensible parce que les tâches pour lesquelles l'UNESCO avait été créée ont évolué pendant ces six décennies et il est d'autant plus compréhensible parce que le rapport rendu public le 2 décembre 2004 par le Secrétaire général de l'ONU<sup>1</sup> est relativement silencieux sur l'avenir de l'UNESCO et des autres agences spécialisées de la grande architecture onusienne. A défaut de prédire, il faut se situer dans le temps long, ce que Fernand Braudel, dans sa grande sagesse, nous avait invités à faire en essayant de déceler, d'identifier les tendances lourdes de l'aventure humaine. Aristote avait dit cela d'une manière plus intelligente encore quand il avait écrit qu'on ne saisit la vraie nature de quelque chose que lorsqu'il a atteint et même dépassé sa maturité. C'est pourquoi il me semble que les journalistes font généralement de bien mauvais historiens et les politologues de bien mauvais prophètes.

---

<sup>1</sup> *Un monde plus sûr : notre affaire à tous*, Rapport du groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, décembre 2004.  
<http://www.un.org/french/secureworld/index.html>

Nous avons effectivement besoin de contextualiser. Chaque événement qui passe devant nos yeux pose la question fondamentale de la recherche de la tendance lourde. Prenons les derniers événements qui ont agité l'espace mondial, par exemple les événements du 11 septembre 2001 : s'agit-t-il d'un incident terroriste isolé, s'agit-t-il d'une série d'actes liés à la mondialisation de la violence ou s'agit-t-il véritablement du début, comme on l'a écrit, d'un choc planétaire des civilisations? Cet événement est-il assez «mûr», comme le disait Aristote, pour qu'on puisse aujourd'hui en tirer de véritables conclusions? Prenons la guerre en Iraq, s'agit-t-il d'une opération unique, s'agit-t-il du début d'une série visant à remodeler le Moyen-Orient, s'agit-t-il même d'une espèce de recolonisation du monde? N'est-ce pas trop tôt pour juger? Prenons l'émergence de la Chine : un phénomène passager comme on l'a écrit? La formation d'une puissance régionale? L'annonce d'une nouvelle ère bipolaire dans le système international? N'est-ce pas trop tôt pour le dire? Prenons la mondialisation : est-ce un simple reflet de la puissance américaine, est-ce une vague qui passera comme la première vague de mondialisation qui a marqué le système international entre 1870 et 1914 ou est-ce quelque chose de structurel et dans une grande mesure d'irréversible? N'est-ce pas trop tôt pour le dire? Prenons le «non» ou les «non» aux referendums européens : s'agit-il d'un incident de parcours, s'agit-il d'une véritable régression, s'agit-il, ainsi qu'on l'a écrit, de début de désagrégation de l'Union européenne voire de sa fin? Ces quatre ou cinq événements nous appellent à énormément de modestie dans nos prédictions. Mais s'il faut tenter de ne pas prédire, il faut tout de même se placer dans le temps long avant de porter un jugement définitif.

Ce qui m'amène à ma deuxième réflexion : à défaut de pouvoir s'entendre sur ce qui arrive, essayons de nous entendre au moins sur ce qui est en train de finir. On comprendra alors que, depuis une quinzaine d'années, le monde est véritablement jonché de cadavres, d'avis de décès. On a annoncé la mort de tout et de n'importe quoi. On ne compte pas les ouvrages dont le titre commence par «La fin de...», «La mort de...», «La disparition de...». Certaines de ces annonces de décès se sont révélées prématurées, certaines se sont révélées fausses et surtout cela

constitue une immense vague qui entoure la réflexion sur ce qui remplace ce dont on annonce la fin.

Est-ce la fin de l'autoritarisme? Certes, mais on doit bien constater que, partis du même point – une économie dirigiste et un parti unique –, 28 pays d'Europe orientale et centrale sont allés dans des directions extrêmement diverses au cours des 15 dernières années. On doit constater que la démocratisation a enveloppé l'ensemble de l'Amérique latine mais que des mouvements populistes ont recommencé à y avoir de l'impact sur les systèmes politiques. On constate qu'il y a davantage de liberté dans le monde, grâce notamment à la révolution technologique de l'information, à laquelle je reviendrai, mais je constate qu'en matière d'alternance du pouvoir il n'y a pas de véritables progrès essentiels et généreux. On constate enfin que la troisième vague de démocratisation dont on parle depuis 1991 – *The Third Wave*, l'ouvrage phare sur le sujet, est paru en 1980<sup>2</sup> – cette troisième vague s'est essoufflée depuis une dizaine d'années et que même des optimistes comme ceux de la *Freedom House*<sup>3</sup> reconnaissent aujourd'hui que cette troisième vague a été limitée à 110 ou 115 États et qu'on a même assisté à des régressions.

Fin du totalitarisme? Certes, mais fin des grandes créations du xx<sup>e</sup> siècle, comme l'URSS, comme la Yougoslavie. Mais la Russie s'étend encore sur 11 fuseaux horaires et l'incertitude entoure encore plusieurs parties de l'ex-Yougoslavie quant à leur avenir en tant qu'entités souveraines et indépendantes.

Fin de la guerre froide? Oui, fin de la confrontation idéologique et stratégique à dimension universelle, sans hostilités directes entre les principaux protagonistes. Mais on sent des relents de cette guerre froide sur l'aéroport de Pristina, sur l'affaire iraquienne, sur d'autres cas aussi plus récents.

---

<sup>2</sup> Alvin Toffler, *The Third Wave*, première édition Collins, New York, 1980; édition française, *La Troisième vague*, Denoël, Paris, 1980.

<sup>3</sup> Organisation sans but lucratif et non partisane soutenant l'expansion de la liberté dans le monde, fondée sur la démocratie, la loi, la liberté d'expression, d'association et de croyance et le respect des minorités.

Fin de la bipolarité ? Parce qu'un des deux pôles de la guerre froide s'est tout simplement effondré. Mais n'assistons-nous pas à un retour de la bipolarité ? Cette bipolarité a-t-elle été remplacée par un système unipolaire, par un système flou multipolaire ou plus exactement par un échiquier à plusieurs niveaux avec de nombreuses distributions de puissance, comme l'a justement noté Joe Nye ? Au niveau militaire il s'agit plutôt d'une ère unipolaire, au niveau économique c'est peut-être un monde tri-polaire, au niveau du *soft power*<sup>4</sup>, c'est plutôt un monde sans aucune polarité. La polarité est-elle un concept qu'on peut encore utiliser ?

On a aussi annoncé la fin de l'État-nation. L'État-nation est menacé. Il a été remis en cause par la construction européenne, par le désengagement général de l'État du secteur public, par la perte relative de l'État de l'un de ses attributs fondamentaux – la gestion de son économie –, par l'effondrement des appareils d'État dans une cinquantaine de pays, ceux qu'on appelle maintenant les États défaillants, par le peu de contrôle que l'État conserve sur les flux transnationaux. Certes, l'État-nation a connu une certaine usure, mais d'autre part des peuples cherchent encore avec beaucoup de détermination à construire leur État – les Palestiniens, les Kurdes, Timor récemment, peut-être le Tibet, peut-être le Kosovo, et d'autres. L'État, même dans les États les plus évolués, même en France, contrôle encore jusqu'à 30 ou 40 % du PNB, et continue d'avoir les clés des arsenaux militaires, de la police des frontières. On peut même dire qu'après un certain enivrement dû à la disparition de l'État, on est en train d'assister à une restauration de l'État-nation dans plus d'une région du monde.

Si l'État n'est plus l'acteur international par excellence, par quoi est-il donc remplacé ? Par les organisations supranationales ? On peut en douter. Par les civilisations, comme l'a prétendu Huntington ? Je n'y crois

---

<sup>4</sup> Concept utilisé en relations internationales pour décrire la capacité d'un corps politique à influencer indirectement le comportement ou les intérêts d'autres corps politiques à travers des moyens culturels ou idéologiques, contrairement au *hard power* qui s'appuie sur la coercition. Le concept fut proposé par Joseph Nye en 1990 dans *Le leadership américain. Quand les règles du jeu changent*, Presses universitaires de Nancy, 1992, un ouvrage écrit en réaction aux thèses qui évoquaient le déclin de la puissance des États-Unis. Titre original, *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power* (New York, Basic Books, 1990).

absolument pas. Par une société civile internationale, je n'y crois pas, ou pas encore. Usure de l'État-nation mais a-t-il véritablement disparu ?

On a écrit aussi que c'était la fin de l'ordre militaire et l'obsolescence de la guerre. On a eu le tort de le faire, parce que depuis une quinzaine d'années tout au contraire, même si les grandes armes les plus sophistiquées n'ont pas été utilisées pour un Armageddon absolument planétaire, on a vu plus de 125 conflits éclater dans le monde et on a tué par dizaines, par centaines, voire par millions avec des armes tout à fait primaires en Afrique, en Asie centrale, dans les Balkans, dans d'autres endroits de la terre. Je ne crois pas véritablement qu'on ait assisté à la fin de la guerre.

A-t-on assisté à la fin des territoires comme on a pu l'écrire ? Peut-être, mais il y a encore une volonté, dans beaucoup de zones du monde, de se tuer pour un bout de territoire, dans les régions que je viens d'évoquer et dans d'autres encore.

On a écrit aussi que c'était la fin de la distance. Cela est vrai. La révolution informationnelle de Manuel Castells, a véritablement éradiqué la distance, notamment grâce aux moyens de communication les plus modernes. Mais on a vu assez paradoxalement les distances planétaires se raccourcir tandis que les distances entre voisins, entre communautés qui avaient un sens aigu de la convivialité, au contraire, se sont creusées, approfondies et se sont transformées en conflits.

Fin des idéologies ? Certes les deux grandes idéologies, le national-socialisme et le marxisme ont connu une véritable usure. Et on a vu une révolution en Europe de l'Est, une révolution d'intellectuels sans véritable production d'idées, cela est vrai, mais le marché n'est-il pas aujourd'hui, pour beaucoup de ceux qui le pratiquent, une véritable nouvelle idéologie ?

Le nationalisme ne revient-il pas, avec des penchants unilatéraux dans les grandes puissances ? Et ne voit-on pas ressurgir plus d'une soixantaine de mouvements sécessionnistes à travers le monde ? Ne sent-on

pas l'impact de l'idéologie populiste et « indigénianiste » qui agite à présent plusieurs pays d'Amérique latine ?

Fin de l'histoire comme l'a écrit Francis Fukuyama ? Certes il y a le triomphe d'une idéologie sur l'autre et c'est peut-être la fin de l'histoire, mais le débat est-il véritablement bouclé et Fukuyama lui-même n'est-il pas revenu récemment sur sa thèse ?

Fin du progrès ? C'est ce qu'un officiel du Ministère japonais des finances qui se pique d'intellectualisme (Eisuke Sakakibara) avait écrit, présentant la guerre froide comme une espèce de guerre civile entre Occidentaux et deux formes du progrès ou deux acceptions du progrès que seraient le néoclassicisme et le socialisme. Fin du progrès, mais le monde peut-il véritablement vivre sans au moins l'illusion, l'idée, que la nature humaine, les civilisations ont besoin du progrès pour garder l'optimisme ?

Fin de la modernité ? Fin de la modernité, mais pourquoi ? Pour être remplacée par quoi ? Certains diront fin de la modernité et régression vers une ère médiévale prémoderne, d'autres vous diront que nous sommes en plein dans une postmodernité déconstruite. Plus probablement, nous sommes face à un mélange parfois effrayant, différent d'un temps à l'autre, d'un lieu à l'autre de la planète, entre les trois temps confondus, le temps prémoderne, le temps moderne et le temps post-moderne des sociétés extraverties et cosmopolites.

Fin du sens ? Effectivement nous assistons à l'érosion des quatre points cardinaux, l'Est n'est plus l'Est, l'Occident n'existe plus, le Sud est trop diversifié, le Nord est fortement divisé. C'est pourquoi nous n'avons plus de points cardinaux sur lesquels véritablement compter pour s'orienter. Le monde n'a plus de boussole et les États-nations, traditionnels gardiens du sens depuis des siècles, accusent une perte douloureuse d'autorité sous les coups de la mondialisation. Mais la mondialisation est un état, elle ne fait pas sens. On le voit donc, il est aisé de prononcer la mort clinique de la construction humaine, mais ce sont souvent les concepts de

remplacement qui paraissent eux-mêmes mort-nés d'où la nature hasardeuse de toute prévision, mais pour l'UNESCO il faut continuer l'effort.

Ma troisième idée est qu'il faut d'abord prendre acte de la révolution informationnelle et s'y ajuster car l'espace mondial paraît aujourd'hui reconfiguré par une révolution multiforme qui a pour base et moteur l'information. La mondialisation du xx<sup>e</sup> siècle est celle de la communication, comme celle du xix<sup>e</sup> et avant elle celle du xviii<sup>e</sup> étaient celles du transport. Cette révolution est la fille du mariage de l'ordinateur et de la téléphonie. Et nous allons vers un objet unique – téléphone, télécopieur, téléviseur –, instrument de transmission numérique des informations. Nous sommes au cœur d'une véritable révolution. Certes, il y a eu Gutenberg en 1436, il y a eu Bell, la téléphonie en 1876, mais la révolution actuelle s'est déclenchée dans les années soixante-dix, avec le microprocesseur en 1971, le premier micro-ordinateur en 1975, le fax, puis le téléphone portable et plus récemment l'Internet.

Pourquoi est-ce une révolution? Cela répond à la définition du dictionnaire d'une révolution, un changement brusque et important dans l'ordre établi. Or, ce changement brusque et important dans l'ordre établi on le voit dans l'informatique, dans les télécommunications, on le sent et le pratique dans l'audiovisuel et enfin dans la biologie qui est une langue, en ce sens que la recherche biologique est d'abord la recherche d'un code. C'est une révolution parce que cela a les trois traits de révolution. C'est *better, faster and cheaper*. *Better* en ce sens que les inventions sont quotidiennes: plus de sophistication, de miniaturisation tous les jours. *Faster* parce que la puissance des ordinateurs double maintenant tous les 12 mois et non plus tous les 18 mois. *Cheaper* parce qu'une conversation téléphonique coûtait pratiquement 300 fois plus entre les deux bords de l'Atlantique en 1965 qu'elle ne coûte en 2005. C'est une révolution aussi parce que cela signe l'érosion de la distance. La fin de la corrélation automatique entre la distance géographique et le prix de la communication sera la force économique la plus importante dans le façonnement de la société au cours du demi-siècle prochain. Elle affectera d'une manière encore à peine imaginable les décisions concernant les lieux où

les gens vivront et travailleront, le concept de frontière nationale, la forme de commerce extérieur. Mais encore une fois la fin des distances physiques révèle aussi l'étendue nouvelle des distances culturelles, contraste entre des techniques homogènes et un monde de plus en plus hétérogène.

C'est une révolution parce que cela comprime le temps et nous transforme tous, de téléspectateurs en véritables témoins en temps réel des tragédies du monde. C'est une révolution parce que cela crée un nouveau langage universel qui est le numérique – la numérisation permettant la traduction de toute information, image, voix, texte, en une même unité de base permettant un mode de transmission unique. C'est une révolution parce que cela produit des effets économiques immenses sur la valeur des choses, sur l'économie symbolique, sur le commerce électronique, sur les risques de monopole économique, sur la redéfinition de la propriété intellectuelle et artistique, sur enfin la fiscalité. Puisque nous sommes dans un monde où il est très difficile de savoir ce qui doit être payé et surtout ce qui doit être taxé.

C'est une révolution parce que cela produit des effets sociaux et culturels, détruit les intermédiaires, les *brokers* de la bourse, les agents de voyage, délocalise les entreprises, ignore le récepteur, s'occupe de diffusion et non de communication qui implique une interaction. Cela favorise le développement de l'idéologie technique qui consiste à penser que ce sont les limites de la technique qui empêchent les mutations sociales et politiques. Les idéologues confondent information et communication.

Enfin, c'est une révolution parce que cela a des effets politiques immenses. Cela menace la démocratie comme le développait M. Boutros-Ghali, et cela redéfinit la puissance comparée des États. Cela affaiblit l'État en rendant difficile la censure et aggrave la concentration déjà en cours. Cela a des effets militaires importants puisque les machines militaires les plus performantes aujourd'hui sont celles qui sont liées à la révolution informationnelle. Cela redistribue radicalement la puissance entre les États, arme les nouvelles oppositions et produit un véritable paradoxe en ce sens que plus la capacité de production et de

diffusion d'information sur le monde augmente, moins la demande d'information est importante. Le monde devient plus local au moment même où il se globalise.

La quatrième idée est que la globalisation causée par la révolution informationnelle est à la fois un facteur d'intégration et de désintégration, cela dans le même geste. Les deux siècles passés ont été marqués par des forces contradictoires d'intégration et de désintégration. Le XIX<sup>e</sup> siècle a été un siècle d'intégration, le plus souvent forcée avec l'unification de l'Allemagne et de l'Italie, l'expansion coloniale et l'intégration de larges parties de la planète dans des grands empires coloniaux. Ce fut une première vague de globalisation suscitée par la navigation, la vapeur, le chemin de fer et les accords bilatéraux du libre-échange. Le XX<sup>e</sup> siècle a connu à la fois des mouvements de désintégration, notamment la désintégration des empires ottoman et austro-hongrois, et la montée des forces particularistes et souverainistes qui ont conduit à la naissance de plus de 150 nouveaux États et aujourd'hui, avec la globalisation, à la décomposition d'entités étatiques hier bien établies.

Or, aujourd'hui, cette intégration se fait généralement au nom de l'économie et cette désintégration se fait sous le cliché culturaliste. On n'a jamais autant parlé de culture qu'aujourd'hui : de l'historien Wallerstein, qui voit aujourd'hui un monde fait de géo-cultures en compétition, à l'école de Singapour<sup>5</sup>, à ceux qui remettent en cause la validité du lien entre laïcité et démocratie, à ceux qui remettent en cause la philosophie des Lumières, à ceux qui veulent défendre la diversité culturelle, à ceux comme David Landes, qui expliquent aujourd'hui le développement et le sous-développement par des raisons culturelles, à ceux enfin qui considèrent comme Huntington que nous sommes passés des conflits entre États au choc des civilisations. Or, nous sommes face à un véritable problème de confusion, de confusion entre un usage singulier de la civilisation – tache d'huile qui s'étendrait à travers le monde – et pluriel de civilisations comme blocs monolithiques qui seraient en compétition. On est

---

<sup>5</sup> Les partisans de l'École de Singapour estiment que la notion et le respect des droits de la personne en Asie diffèrent nécessairement de l'Occident car la culture asiatique est différente.

très loin d'avoir tranché entre les trois conceptions, bien différentes, de ce culturalisme qui envahit la politique, l'économie et d'autres secteurs de la vie humaine, entre une vision universaliste de la civilisation dans la ligne de Norbert Elias et d'autres, à une vision pluraliste et militante selon le vocabulaire de l'impérialisme culturel à la Wallerstein ou à la Edward Saïd, enfin à une vision conflictuelle dans le sens que lui a donné récemment Samuel P. Huntington.

Ce qui m'amène à la cinquième idée : un sérieux besoin de gouvernance mondiale. Il me semble que, depuis 15 ans – et cela me paraît extrêmement prometteur – le concept hier absolu de souveraineté est en opposition avec celui de responsabilité. Et le concept de responsabilité entame surtout la souveraineté westphalienne. Le pouvoir ne peut plus faire tout ce qui lui plaît à l'intérieur de ses frontières. D'ailleurs la Charte des Nations Unis dès son préambule parlait de peuples et non pas d'États, ce qu'on a eu tendance à oublier pendant les cinq ou six décennies passées. Mais cette responsabilité à opposer à la souveraineté est aussi celle des «grands» : derrière la volonté d'empêcher des gouvernements de faire ce qu'ils veulent de leurs peuples se profilent parfois de nouvelles ambitions hégémoniques et une doctrine grandissante niant le principe d'égalité entre les États, les peuples et même les civilisations. C'est pourquoi il y a un véritable besoin de gouvernance. Et ce besoin de gouvernance est lié à une véritable ambition de réintroduire un minimum d'ordre dans un monde vivant dans des temps différents. C'est pourquoi la gouvernance mondiale part de l'idée que certains problèmes sont de nature globale et ne peuvent donc recevoir de traitement valide que s'il est lui aussi global : l'environnement, les épidémies, le terrorisme, le blanchiment d'argent, le trafic des femmes ou des enfants, le marché mondial de la drogue, voilà bien des problèmes mondiaux, globaux qui ne peuvent avoir de remèdes que globaux. L'idée de gouvernance mondiale part aussi du diagnostic que les acteurs non étatiques peuvent avoir des positions et des intérêts propres. Qu'il y a une opinion mondiale qui commence à se cristalliser comme acteur mondial, qu'il y a les alter-mondialistes, qu'il y a des entités non étatiques, des ONG, que l'individu lui-même a fait sa réapparition, soit pour être protégé par le nouveau droit interna-

tional soit au contraire pour être sanctionné voire puni par ce nouveau droit international. Enfin, le diagnostic d'un besoin de gouvernance vient du fait que la mondialisation ne saurait avancer davantage sans régulation. Mais la gouvernance pose à son tour de sérieux problèmes, car il s'agit en réalité d'une transposition d'un concept du monde de l'entreprise des années soixante-dix à celui de la macroéconomie des années quatre-vingt, à celui de l'organisation de l'espace mondial dans les années quatre-vingt-dix. Pourquoi? Parce que la gouvernance met en question plusieurs mécanismes et concepts auxquels on s'est habitué. D'abord, elle remplace une gestion hiérarchique et intergouvernementale par un mode de gestion des problèmes horizontal, où les acteurs sont sur le même plan. Elle signifie aussi la fin du clivage étanche qui existait jusqu'ici entre le public et le privé, ou elle propose une gestion des problèmes où les politiques publiques s'inspirent davantage de la gestion des entreprises.

La gouvernance, troisièmement, apporte une transposition de la croyance en l'autorégulation des sociétés, comme celle qu'on a cru trouver dans l'autorégulation des marchés.

La gouvernance, quatrièmement, aboutit à une véritable dévaluation du principe de la représentation formelle et à son remplacement par une cooptation d'acteurs en fonction du thème choisi. C'est le triomphe des *stakeholders* sur les *shareholders* comme on dit dans le monde de l'entreprise.

Enfin, cinquièmement, la gouvernance est soumise à des normes qu'il s'agit d'élucider par consensus plutôt qu'à des lois qu'il s'agit d'édicter. C'est pourquoi l'appel à la gouvernance mondiale, qui peut paraître anodin, remet en cause une bonne partie de l'architecture internationale telle qu'on l'a connue au cours des deux ou trois siècles derniers.

On en voit déjà des débuts d'incarnation. D'abord dans l'extension du droit international, dans l'internationalisation de matières jusqu'ici parties du droit interne. Ensuite, dans la codification formelle de coutumes internationales et dans l'apparition de ce qu'on appelle la *soft law* comme le droit de la mer en 1982, des discriminations contre la femme

en 1979, le droits des enfants en 1989, de la biodiversité en 1992, finalement de la diversité culturelle en 2005, ou même du traité sur les mines antipersonnelles en 1997.

Troisième incarnation de cette gouvernance : la reconnaissance des normes internationales, l'émergence de nouvelles institutions internationales fondées sur le consensus, notamment l'OMC, l'apparition de ce qu'on appelle maintenant en anglais les régimes internationaux, accords formels sur des points ponctuels entre les États qui voudraient bien en faire partie. On reconnaît enfin cette incarnation de la gouvernance dans l'éruption de l'individu par l'immigration, du concept même de la criminalisation des actes politiques qui introduit ou réintroduit l'individu soit pour le protéger soit pour le punir dans l'espace mondial.

Comment l'UNESCO peut-elle se positionner face à tout cela ? La tentation est grande de renverser la question qui nous est posée «Quelle UNESCO pour l'avenir?». La tentation est grande de se poser la question inverse «Quel avenir pour l'UNESCO?». Question que vous ne nous posez pas. La tentation est grande, mais je ne vais pas y succomber. Partons de l'hypothèse que nous avons besoin de l'UNESCO. Et que l'UNESCO doit survivre.

Mais l'UNESCO est menacée face à l'avenir que j'ai tenté très rapidement de décrire. D'abord, parce que le concept même d'organisation internationale est aujourd'hui en question et parce que l'intergouvernementalisme qui a marqué le concept d'organisation internationale pendant les deux siècles passés est aujourd'hui fortement remis en cause.

Mais cette remise en cause générale du concept s'applique encore plus clairement à l'UNESCO, précisément parce qu'elle est plus atteinte que les autres par la révolution informationnelle qui touche les domaines qui lui ont été confiés en 1945. L'UNESCO doit aussi agir dans un monde où l'action multilatérale est remise en cause par certains pays puissants de la planète et où le multilatéralisme est également menacé.

La troisième menace vient du concept suggéré par M. Boutros-Ghali, qui est celui de l'apparition de modes d'identification intermé-

diaires entre l'individu et l'État-nation : les organisations internationales nées en 1945 sont très mal équipées pour prendre en considération des structures politiques, sociales, culturelles intermédiaires entre l'individu et la nation que la globalisation a tendance à favoriser, voire même à laisser s'épanouir.

Alors, que peut faire l'UNESCO ? Beaucoup pensent que l'UNESCO est un petit peu le *think tank* mondial de l'éducation, de la culture et de la communication, peut-être même de la science au moins pour la partie éthique et pour le partage des progrès scientifiques et le transfert des connaissances et de la technologie en vue de favoriser un développement équitable. Mais peut-être l'UNESCO ne joue-t-elle plus, ou plus suffisamment, le rôle qui était le sien à sa naissance et que je voudrais être prioritairement le sien dans les années qui viennent, à savoir d'être à nouveau un laboratoire d'idées. Un laboratoire d'idées pour elle-même, pour les domaines dont elle a la charge mais également pour l'ensemble de l'architecture mondiale.

La deuxième idée concrète est qu'il semble que l'UNESCO ne cherche peut-être pas suffisamment à être l'un des moteurs de l'action normative mondiale dans ses secteurs. On l'a vu pour la biodiversité, on le voit cette année pour la diversité culturelle. Mais il semblerait que les États membres soient de plus en plus réfractaires à l'action normative, ce qu'on appelle le rôle de *standard-setting* de l'UNESCO et des autres organisations internationales, en particulier dans le domaine de l'UNESCO. Il semble aussi que l'UNESCO et les autres organisations internationales, qui produisent des normes, qui produisent ce nouveau droit international que j'appelle de mes vœux et qui est partiellement une réalité, n'ont pas les moyens de faire le suivi de cette action normative en s'assurant que les États membres respectent véritablement les engagements qu'ils ont pris en adoptant des conventions, des recommandations internationales pertinentes.

Troisièmement, il semble que l'UNESCO ait une légère tendance à se cantonner dans les activités opérationnelles relatives à ses fonctions, notamment pour le renforcement des capacités nationales dans ses

domaines de compétence. Mais pour renforcer des capacités nationales, notamment dans les pays les plus démunis, il faudrait des moyens bien différents de ceux dont l'Organisation dispose. Il semble en particulier que, sur ce point particulier, l'UNESCO a besoin de réfléchir à son rôle pour l'avenir, de se demander si elle ne doit pas devenir une structure plus légère, si elle ne devrait pas moins s'occuper de l'exécution de projets pour lesquels la levée des fonds devient de plus en plus difficile puisque l'Organisation est en compétition avec d'autres structures inter-gouvernementales ou non gouvernementales, mais être un laboratoire d'idées qui permet de prévoir l'avenir, de s'y préparer, quitte à ne pas retenir l'exécution des projets parmi ses tâches premières.

Il semble que si cette Organisation devait redevenir ce laboratoire d'idées pour les tâches, pour les domaines qui entrent dans ses compétences et pour l'ensemble de l'architecture internationale, elle devrait peut-être rompre avec la culture managériale et de plus en plus, au contraire, s'intéresser à re-professionnaliser son personnel pour redevenir un leader dans ses domaines de compétence comme l'éducation, la culture, le transfert des connaissances, etc.

L'UNESCO fonctionne aujourd'hui dans un climat mondial qui ne lui est pas favorable, parce qu'il y a à la fois une exigence d'efficacité administrative de la part des États membres et des restrictions budgétaires, un repli des États donateurs et une compétition de plus en plus forte de la part d'autres organisations internationales dans des domaines comme ceux de l'éducation.

«Quelle UNESCO pour l'avenir?» doit être une question que l'UNESCO se pose à elle-même. Notre contribution consiste simplement à lui souhaiter bon courage comme organisation plus légère, plus flexible, plus audacieuse et comme nouveau laboratoire d'idées pour un monde de plus en plus inquiétant.